

Le Secrétaire général du gouvernement

Direction de l'industrie, des mines et de l'énergie  
de la Nouvelle-CalédonieBP M2 – 98849 Nouméa Cedex  
Tél. : (687) 27.27.63 – (687) 27.02.30**2023-DIMENC- 33664**  
*Affaire suivie par* : Jean-Eddie GOROATU  
jean-eddie.goroatu@gouv.nc

Nouméa, le - 5 MAI 2023

PROVINCE SUD		ARRIVÉ LE: 11 MAI 2023								
Direction du Développement Durable des Territoires		N° 74447-2023/8								
	Dir	Com	LPP	REG	SPPAT	SGPR	SII	SGAP	SAF	SCS
AFFICÉ										2
COPIE						2				
OBSERVATIONS:										

W.P.

**Monsieur le Directeur de l'industrie, des mines et de l'énergie (DIMENC)**

à

**Monsieur le Directeur du Développement Durable des Territoires de la Province Sud****Objet** : Révision PUD de la ville de Dumbéa

Monsieur le directeur,

Sollicités dans le cadre de la révision du PUD de la ville de Dumbéa, les principaux éléments que nous souhaitons porter à votre connaissance portent sur les points suivants :

- La ressource en eaux souterraines n'est pas identifiée dans le sommaire détaillé du rapport de présentation, or, elle constitue un complément ou une alternative pertinente aux eaux superficielles. Les travaux entrepris dans le Politique de l'Eau Partagée (PEPnc) ont mis en exergue l'intérêt stratégique de ces ressources, tant par la sécurisation de la qualité des eaux que leur disponibilité. Leur prise en compte dans le cadre d'un PUD paraît donc incontournable et en ce sens, l'atlas hydrogéologique et la carte de vulnérabilité de la ressource en eau produits par la DIMENC en 2021-22 auraient pu être judicieusement mentionnés et valorisés.

- les risques naturels, plusieurs évaluations des aléas géologiques seront bientôt disponibles sur la commune de Dumbéa. Il serait judicieux que le PUD puisse en tenir compte, aux au fur et à mesure de leur livraison : portée à connaissance du public et prise en compte dans l'instruction des demandes.

- l'aléa « Submersion Marine » qui fait l'objet actuellement d'une étude engagée par la DIMENC avec le BRGM en vue fournir en 2023 une cartographie de l'aléa submersion marine (hauteurs et vitesse d'inondation, 1/10 000) pour 5 scénarios cycloniques, à l'état actuel et à l'échéance 2100. En attendant, les données disponibles sur le portail cartographique de l'Observatoire du Littoral de Nouvelle-Calédonie (OBLIC) auraient déjà pu



avantageusement être exploitées, en particulier la cartographie du littoral potentiellement exposé à l'évolution du trait de côte, et à la submersion marine d'autre part.

- l'aléa « Risque Tsunami » dont les données utilisées sont obsolètes et ne sont d'ailleurs plus diffusées (géorep.nc) ; il conviendrait de se rapprocher de la DSCGR pour disposer d'une évaluation plus pertinente des hauteurs maximales de submersion à la côte, valorisant les résultats du projet TSUCAL.

- l'aléa « mouvements de terrains » dont le programme de cartographie (travaux DIMENC et BRGM), fondé sur un inventaire des phénomènes (environ 1700 événements recensés), une cartographie des formations géologiques superficielles et une approche conforme à l'état de l'art récent, doit se substituer au document utilisé pour ce PUD (BRGM, 2005). Les résultats seront présentés et remis à la commune dès que possible début 2024. A noter, il semble étonnant que l'érosion des sols liée à l'activité minière apparaisse au titre des risques naturels.

- l'aléa « Amiante Environnementale » qui se formalise par une cartographie distinguant notamment une "probabilité nulle" et une "probabilité indéterminable dans l'état des connaissances actuelles". Ces deux termes sont abusivement confondus dans le rapport de présentation (p225) qui retient une "probabilité indéterminable ou nulle".

- Concernant le risque de rupture de barrage, il est précisé dans le rapport de présentation (p239) que "deux scénarios sont retenus dans le cadre de l'arrêté ORSEC". La carte 26 ne présente cependant qu'un seul des deux scénarios, soit la rupture du barrage sans crue incidente, mais qui ne correspond pas au scénario majeur retenu pour le plan particulier (PPI) du barrage de Dumbéa. Nous vous proposons pour éviter toute confusion :

- 1/ soit de préciser les deux scénarios dans le texte et d'intégrer les 2 figures correspondantes :

- scénario 1 : rupture du barrage avec crue incidente (annexe 1 du PPI du barrage de Dumbéa)
- scénario 2 : rupture du barrage sans crue incidente (annexe 2 du PPI du barrage de Dumbéa qui correspond à la carte 26 du rapport de présentation)

- 2/ soit de ne considérer que le scénario majeur retenu pour le PPI du barrage de Dumbéa, qui correspond à la rupture totale et instantanée du barrage avec crue incidente et de mettre la figure correspondante (annexe 1 du PPI barrage de Dumbéa)

Concernant les deux études réalisées en 2015 et 2016 dont vous faites référence, nous pouvons apporter les précisions suivantes, qui pourraient le cas échéant être reprises :

- Le barrage de Dumbéa ne répond pas aux nouvelles exigences réglementaires en vigueur, en termes de marges de sécurité vis-à-vis de la capacité d'évacuation des crues et de stabilité de l'ouvrage, ces deux problématiques étant étroitement liées. Ces points ont été mis en exergue dans le cadre de l'étude de dangers du barrage (2012) et de la revue de sûreté (2016) ; cette dernière étude s'est notamment appuyée sur l'étude de stabilité réalisée suite aux reconnaissances complémentaires de l'ouvrage (2014-2015). Ces études ont conclu que l'évacuateur de crues est largement sous-dimensionné puisque d'après les calculs, il ne permet à ce jour d'évacuer qu'une crue de période de retour 70 ans avant glissement de l'ouvrage en fondation. Pour la crue de dimensionnement requise (crue de projet de période de retour 1 000 ans), il ne présente pas les marges de



sécurité suffisantes vis-à-vis du risque de déversement en crête (revanche) et surtout la stabilité de l'ouvrage n'est plus assurée.

- Enfin, en p240, il convient d'indiquer que le barrage de Dumbéa est classé en B en référence au "décret n°2015-526 du 12 mai 2015 relatif aux règles applicables aux ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et aux règles de sûreté des ouvrages hydrauliques", et non le décret de 2007 (remplacé par le décret de 2015). L'arrêté du 29/02/2008 à quant à lui été abrogé et ne fait pas mention de critères de classement. Il peut être supprimé du texte.

Je vous prie de croire, Monsieur le Directeur, en l'assurance de ma considération distinguée.

**Le directeur de l'industrie des mines  
et de l'énergie de la Nouvelle-Calédonie**



**Jean-Yves SAUSSOL**